COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

LE 10 MARS :

Rassemblement contre les suppressions de postes dans le service public de l'ESR et la mise au pas des universités et des organismes nationaux de recherches par leur sous-financement chronique.

Pour l'emploi, la liberté académique et l'avenir de la jeunesse !

Depuis 2007, la part du budget de la MIRES dans le budget général de l'État n'a cessé de baisser. S'en suit une baisse des dépenses de recherche publique atteignant un niveau historiquement bas depuis 1980 à 0,74 % du PIB, alors même que l'objectif officiel est d'atteindre 1 %, ce qui suppose d'augmenter d'un tiers les budgets comme le nombre d'emplois scientifiques. Dans le même temps, le nombre d'étudiant·es inscrit·es dans l'enseignement supérieur public a progressé de 19 %. C'est l'équivalent de 10 universités qui auraient dû être construites et 30 000 agent·es qui auraient dû être recruté·es dont 15 000 enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es. Au contraire, sur cette période nous avons perdu 900 emplois d'enseignant·es-chercheur·es (EC) et le nombre total d'enseignant·es titulaires et contractuel·les a baissé de 4 %, quand les emplois BIATSS se sont massivement précarisés. Au CNRS, depuis 2007 la baisse de l'emploi de chercheur·ses, ingénieur·es et technicien·nes titulaires est de 9 %. L'aggravation de l'épuisement des collègues et de la dégradation des conditions de travail conduit à l'impossibilité d'assurer les missions dans nombre d'universités et d'organismes de recherche.

Les indispensables compensations des mesures imposées aux universités prévues au projet de loi de finances, ne sauraient effacer l'**austérité budgétaire imposée par le gouvernement aux universités. Il manque aujourd'hui au moins 8 milliards d'euros pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur public et 8 milliards d'euros supplémentaires pour que le budget de la recherche publique atteigne à 1 % du produit intérieur brut (PIB)**. Dans ce contexte, la tenue d'un dialogue social sur la question du financement des universités est demandée depuis des années et nécessaire.

En revanche, le lancement d'assises sur la lisibilité de leur financement questionne, et encore plus l'objectif affiché d'établir un « diagnostic partagé, rigoureux et incontestable sur la situation financière des universités ». Les constats factuels émanant des débats budgétaires dans les établissements sont pourtant clairs. La dégradation de la situation des personnels des universités est bien une réalité objective et concrète. Partout, les chiffres montrent des campagnes d'emploi amputées, des suppressions de postes, des non-renouvellements de contrats, une réduction de l'offre de formation et des capacités d'accueil, un gel des crédits de fonctionnement, une baisse des crédits récurrents des unités de recherche. S'ajoutent à cela le gel du point d'indice qui se prolonge et une paupérisation des personnels qui s'installe.

Il s'agit d'un plan drastique de réduction d'effectifs concrétisant la casse en cours du service public de l'ESR, bien loin d'un simple « sentiment de paupérisation ». Ces Assises « de la lisibilité » devront donc, avant tout, être des « Assises du sous-financement » puisque c'est ce constat qu'il faudra regarder en face. Les solutions qui en ressortiront devront nécessairement inclure une hausse des financements à la hauteur du besoin des universités, de ses personnels et de ses étudiant·es.

Nos organisations portent la parole des agents de l'ESR, leurs réalités professionnelles, et nos revendications pour un financement public de l'ESR à la hauteur des missions de formation, de recherche et pour améliorer les conditions de travail des agent·es et d'étude des étudiant·es.

À l'occasion du CNESER budgétaire qui se tiendra le 10 mars, nos organisations appellent à :

- **se rassembler nombreux et nombreuses à Paris dès midi devant le ministère, et en régions devant les rectorats ;**
- **à organiser dans l'ensemble des établissements des assemblées générales afin de discuter des conséquences de l'austérité qui frappe l'ESR et les établissements et de nos revendications.**